

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 6 avril 1940.

N° 21

Samstag, 6. April 1940.

Arrêté grand-ducal du 1^{er} avril 1940, concernant la destruction des lapins sauvages.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Revu l'arrêté grand-ducal du 18 février 1932 concernant les mesures à prendre en vue de la destruction des lapins sauvages;

Vu l'art. 14, al. 4, de la loi du 20 juillet 1925, sur l'amodiation de la chasse et l'indemnisation des dégâts causés par le gibier, article aux termes duquel le Gouvernement peut autoriser la destruction du lapin sauvage en tout temps et par tous les moyens et prendre à cet effet telles mesures que les circonstances exigeront;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Intérieur et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'art. 2, al. A de l'arrêté du 18 février 1932 est complété par la disposition suivante:

Exceptionnellement le Gouvernement pourra, sur la demande de l'ayant droit à la chasse, autoriser l'usage de bricoles à placer dans les coulées, lorsqu'à raison de la configuration du terrain les autres moyens de destruction des lapins n'auront pas donné de résultats satisfaisants. Ce procédé ne pourra être utilisé que sous la surveillance du garde général du triage ou de son délégué. Après l'opération les bricoles devront être remises à l'agent de l'administration des eaux et forêts qui aura exercé la surveillance.

Großh. Beschluß vom 1. April 1940, betr. die Vertilgung der wilden Kaninchen.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Wiedereinsicht des Großh. Beschlusses vom 18. Februar 1932, betr. die zur Vertilgung der wilden Kaninchen anzuordnenden Maßnahmen;

Nach Einsicht des Art. 14, Abs. 4 des Gesetzes vom 20. Juli 1925 über die Verpachtung der Jagd und die Entschädigung für Wildschäden, laut welchem die Regierung die Vertilgung der wilden Kaninchen, jederzeit und mit allen Mitteln erlauben und zu diesem Zwecke die den Umständen nach erforderlichen Maßnahmen treffen kann;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866 über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres Ministers des Innern und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Der Art. 2, Abs. A des Beschlusses vom 18. Februar 1932 wird durch folgende Bestimmung ergänzt:

Auf das Gesuch des Jagdberechtigten kann die Regierung ausnahmsweise das Aufstellen von Schlingen in den Wechsellern erlauben, wenn wegen der Geländebildung die anderen Vertilgungsmittel zu keinem befriedigendem Ergebnis geführt haben. Dieses Mittel kann nur unter Aufsicht des Oberförsters oder seines Vertreters angewandt werden. Nach dem Gebrauch müssen die Schlingen dem die Aufsicht führenden Forstbeamten übergeben werden.

Art. 2. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 1^{er} avril 1940.

Charlotte.

Le Ministre de l'Intérieur a. i.,
Jos. Bech.

Art. 2. Unser Minister des Innern ist mit der Ausführung dieses Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht wird, beauftragt.

Luxemburg, den 1. April 1940.

Charlotte.

Der Minister des Innern a. i.,
Jos. Bech.

Arrêté grand-ducal du 2 avril 1940, concernant le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur et moyen.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu la loi du 27 janvier 1940, concernant le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur, moyen et professionnel ;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'Etat, et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Instruction Publique, et après délibération du Gouvernement en Conseil :

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Le minerval à payer par les élèves des établissements d'enseignement supérieur et moyen est fixé à 150 fr. au moins et 1.000 fr. au plus, suivant le revenu global des parents resp. des élèves-orphelins, tel qu'il résulte du dernier bulletin d'impôt pour la fixation de l'impôt sur le revenu et conformément au barème ci-après :

<i>Montant du revenu global</i>	<i>Montant du minerval</i>
0 — 10.000 fr.	150 fr.
10.001 — 15.000 »	200 »
15.001 — 20.000 »	250 »
20.001 — 25.000 »	300 »
25.001 — 50.000 »	400 »
50.001 — 75.000 »	500 »
75.001 — 100.000 »	600 »
100.001 — 125.000 »	700 »
125.001 — 150.000 »	800 »
150.001 — 175.000 »	900 »
175.001 et plus	1000 »

Une réduction du minerval est accordée aux élèves dont les parents ont au moins trois enfants, à savoir :

30%	lorsque la famille compte 3 enfants ;
40%	» » » 4 »
50%	» » » 5 »
60%	» » » 6 » et plus

Art. 2. Les élèves libres des Cours Supérieurs payent le même minerval que les élèves réguliers, quel que soit le nombre des leçons suivies.

Art. 3. Les taxes à payer pour certains cours professionnels ou pratiques et pour des services périscolaires ainsi que les taxes de laboratoire sont fixées par le Ministre de l'Instruction Publique.

Art. 4. Le minerval et les taxes sont dus par le père, resp. celui des parents qui, en cas de divorce ou de séparation de corps, a obtenu la garde de l'enfant, resp. par l'élève lui-même ou le tuteur de l'élève mineur.

Art. 5. Les élèves sans fortune qui se distinguent par leur application et leurs progrès pourront obtenir l'exemption entière ou la demi-exemption du minerval.

Les exemptions sont accordées par le Ministre de l'Instruction Publique, sur la proposition des conférences des professeurs et suivant des normes à fixer par un arrêté ministériel. Elles peuvent être retirées dans le courant de l'année scolaire si l'élève a gravement démérité au point de vue des études ou de la conduite.

Aucune exemption ne peut être accordée dans les cas prévus aux art. 2 et 3.

Art. 6. Le minerval et les taxes sont perçus, en une seule fois, par le ou un receveur des contributions de la localité où se trouve l'établissement.

Art. 7. Dans les cas où il est impossible de fixer

le minerval sur le vu du dernier bulletin d'impôts, conformément à l'art. 1^{er}, le montant en sera arrêté par l'administration des Contributions, après y avoir entendu la personne débitrice.

Art. 8. Un recours contre la fixation du minerval est ouvert auprès du Ministre de l'Instruction Publique. Ce recours doit être introduit dans les 40 jours de la notification du montant à payer. Il n'est recevable que si le réclamant produit la quittance du paiement de ce montant.

Art. 9. Lorsqu'un élève quitte l'établissement et qu'il n'entre pas dans un autre établissement d'enseignement moyen de l'Etat, le débiteur du minerval a droit au remboursement de deux tiers, resp. d'un tiers du minerval, si le départ de l'élève a lieu pendant le premier, resp. le deuxième trimestre. Si l'élève quitte l'établissement pour entrer dans un autre établissement d'enseignement moyen de l'Etat, le minerval acquitté pour le premier vaut également pour le second.

Art. 10. — *Disposition transitoire.* — Pour l'année

scolaire 1939/40, le montant du minerval est fixé à 20 fr. (premier trimestre), plus 2/3 des sommes fixées par le présent arrêté, et la part remboursable pour le cas où l'élève quitte l'établissement avant le 3^{me} trimestre est d'un tiers des sommes fixées par cet arrêté.

Art. 11. Les arrêtés grand-ducaux des 13 juillet 1906 et 18 novembre 1939, concernant le minerval, sont abrogés.

Art. 12. Notre Ministre des Finances et Notre Ministre de l'Instruction Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 2 avril 1940.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,
P. Dupong.

*Le Ministre de l'Instruction
Publique,*
N. Margue.

Arrêté du 2 avril 1940, portant abrogation de l'obligation pour les cultivateurs de seigle de réserver une partie de leur récolte à l'alimentation humaine.

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu l'arrêté du 16 octobre 1939, concernant l'utilisation de la récolte de seigle ;

Vu l'arrêté du 22 novembre 1939, relatif à l'exécution de l'arrêté du 16 octobre 1939, concernant l'utilisation de la récolte de seigle ;

Vu l'arrêté du 4 mars 1940, portant abrogation de l'échelonnement des ventes de seigle ;

Arrête :

Article unique. Les arrêtés prémentionnés du 16 octobre 1939, du 22 novembre 1939 et du 4 mars 1940 sont abrogés.

Luxembourg, le 2 avril 1940.

Le Ministre de l'Agriculture,
Nic. Margue.

Beschluß vom 2. April 1940, betr. die Abschaffung der Ablieferungspflicht für Roggen.

Der Ackerbauminister,

Nach Einsicht des Beschlusses vom 16. Oktober 1939, betr. die Verwendung der Roggenernte ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 22. November 1939, über die Ausführung des Beschlusses vom 16. Oktober 1939, betr. die Verwendung der Roggenernte ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 4. März 1940, betr. die Abschaffung der Staffelung des Verkaufs von Roggen ;

Beschließt:

Einziger Artikel. Die vorerwähnten Beschlüsse vom 16. Oktober 1939, 22. November 1939 und 4. März 1940 sind abgeschafft.

Luxemburg, den 2. April 1940.

Der Ackerbauminister,
Nic. Margue.

Arrêté du 30 mars 1940 portant abrogation de l'échelonnement des ventes de froment.

Le Gouvernement en Conseil,

Vu l'arrêté du 23 décembre 1939 portant fixation du prix minimum et réglementant la vente de froment de l'année 1939 ;

Vu l'arrêté du 1^{er} juillet 1939, soumettant la vente de céréales panifiables à une autorisation à délivrer par l'administration communale ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les art. 4, 5, 6 et 7 de l'arrêté du 23 décembre 1939 ci-dessus mentionné sont abrogés.

Art. 2. Les autorisations communales prévues à l'arrêté du 1^{er} juillet 1939 ne sont plus requises pour la vente de froment de la récolte 1939.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 30 mars 1940.

Les Membres du Gouvernement,

**P. Dupong.
Jos. Bech.
Nic. Margue.
P. Krier.
R. Blum.**

Beschluß vom 30. März 1940, betr. die Abschaffung der Staffelung des Weizenverkaufs.

Die Regierung im Konseil,

Nach Einsicht des Beschlusses vom 23. Dezember 1939 betr. Festsetzung des Mindestpreises und Regelung des Verkaufs von Weizen aus der Ernte 1939 ;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 1. Juli 1939 durch welchen der Verkauf von Brotgetreide einer Ermächtigung seitens der Gemeindeverwaltung unterworfen wird ;

Beschließt :

Art. 1. Die Art. 4, 5, 6 und 7 des oben erwähnten Beschlusses vom 23. Dezember 1939 sind abgeschafft.

Art. 2. Die in Art. 1 des Beschlusses vom 1. Juli 1939 vorgesehenen Ermächtigungen der Gemeindeverwaltungen sind nicht mehr erfordert für den Verkauf von Weizen aus der Ernte 1939.

Art. 3. Der vorliegende Beschluß wird im „*Mémorial*“ veröffentlicht.

Luxemburg, den 30. März 1940.

Die Mitglieder der Regierung,

**P. Dupong.
Jos. Bech.
Nic. Margue.
P. Krier.
R. Blum.**

Avis. — Justice. — Par arrêté grand-ducal du 2 avril 1940, M. Joseph *Berg*, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, a été nommé juge d'instruction près le même tribunal. — 3 avril 1940.

Avis. — Service sanitaire. — Le Collège médical entendu et après délibération du Gouvernement en Conseil, M. le D^r Joseph *Molitor*, médecin, à Luxembourg, a été nommé médecin-inspecteur du canton de Luxembourg-campagne, en remplacement de feu M. le D^r Guillaume *Scholles*. — 3 avril 1940.

Avis. — Bourses d'études. — La bourse de 600 fr. de la fondation *Duchscher*, pour études professionnelles supérieures, est vacante à partir du 1^{er} octobre 1939.

Les prétendants à la jouissance de cette bourse sont invités à faire parvenir au Département de l'Instruction publique leurs demandes, accompagnées des pièces justificatives de leurs droits, pour le 20 avril prochain au plus tard. — 4 avril 1940.

Arrêté du 3 avril 1940, portant institution d'une commission officielle pour l'examen du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice du métier de « corsetière ».

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

Vu l'art. 3 de la loi du 2 juillet 1935, portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers ;

Vu l'art. 3 de l'arrêté du 24 juin 1936, portant réglementation de la procédure applicable aux examens de maîtrise ;

Vu l'arrêté du 19 novembre 1938, portant institution des commissions officielles pour l'examen du titre et du brevet de maîtrise dans l'exercice des métiers pour la durée de deux années ;

Vu les propositions de la Chambre des artisans ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sont nommés membres de la commission

instituée pour l'examen des candidats au titre et au brevet de maîtrise dans l'exercice du métier de « corsetière » :

a) Président : M. *Berg* P.-J., maître-bandagiste, Grand'rue, Luxembourg.

b) Membres effectifs :

MM. *Faber* Henri, maître-bandagiste, rue Victor Hugo, Esch/Alz. ;

Jungbluth Armand, maître-bandagiste, rue du Brill, Esch-s.-Alz.

c) Membre suppléant : M. *Blackes* Pierre, maître-orthopédiste, Esch-s.-Alz.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial* ; un extrait en sera transmis à chacun des intéressés pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 3 avril 1940.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale,*

P. Krier.

Avis. — Foires et Marchés. — Par arrêté ministériel du 5 avril 1940, la foire et le marché au bétail à tenir à Dalheim le lundi, 1^{er} avril 1940, sont transférés au mardi, 16 avril 1940. — 5 avril 1940.

Relevé des faillites prononcées par les tribunaux de commerce de Luxembourg et de Diekirch, pendant le mois de mars 1940.

N° d'ordre	Nom du failli	Date du jugement	Juge-commissaire	Curateur	Date de la déclaration de créance	Date de la vérification des créances
<i>A. — Luxembourg.</i>						
1	<i>Weynandt</i> Jean, entrepreneur de transports, Luxembourg.	9.3.1940	M. Paquet.	M ^e Nic. Wolff	29.3.1940	11.4.1940
2	<i>Elsen</i> Veronika, épouse de Hartmann Emile, commerçante, ci-devant à Luxembourg.	27.3.1940	M. Reckinger.	M ^e Cam. Biever	16.4.1940	3.5.1940

B. — Diekirch. — Néant.

— 4 avril 1940.

Avis. — Crédit foncier de l'Etat. — Grand-Duché de Luxembourg.

En suite du 4^{me} tirage au sort ayant eu lieu le 29 mars 1940, les obligations communales 4%, emprunt 1936, dont les numéros suivent, sont remboursables au 15 mai 1940, date dès laquelle l'intérêt cessera de courir.

Le remboursement se fera au pair, sans frais, soit à la caisse du Crédit foncier de l'Etat à Luxembourg, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, contre remise des titres munis de tous les coupons à échoir (N^o 9 du 15 novembre 1940 et suivants).

Lit. C, 201 obligations de 1000 francs.

107	1348	2123	3045	4036	5025	6142	6796	8082	9076
117	1378	2136	3076	4213	5049	6162	6849	8191	9124
118	1380	2152	3175	4302	5050	6175	6881	8275	9134
125	1418	2195	3222	4349	5174	6212	7040	8312	9157
180	1435	2198	3243	4361	5215	6226	7042	8352	9215
474	1440	2322	3336	4388	5312	6304	7253	8383	9427
537	1475	2384	3372	4440	5358	6309	7314	8408	9529
546	1489	2392	3402	4532	5366	6336	7385	8511	9530
554	1490	2411	3480	4561	5375	6337	7456	8599	9579
693	1566	2445	3533	4607	5421	6357	7457	8706	9580
700	1631	2526	3537	4613	5466	6510	7496	8719	9626
756	1684	2656	3576	4691	5555	6515	7502	8728	9637
806	1720	2658	3658	4697	5659	6522	7516	8733	9674
958	1747	2686	3704	4704	5716	6545	7555	8756	9691
975	1791	2735	3858	4714	5845	6573	7583	8902	9707
1007	1844	2765	3908	4765	5851	6581	7923	8906	9773
1135	1925	2768	3940	4817	5862	6582	7955	8912	9786
1148	1949	2790	3967	4903	5894	6614	8033	8937	9927
1321	1981	2830	4011	4916	6108	6662	8057	8946	9950
1346	1984	2878	4013	4949	6110	6775	8061	8952	9962
									9999

Lit. D, 361 obligations de 5000 francs.

24	597	1102	1804	2326	2969	3570	4242	4690	5222
25	648	1107	1863	2369	3006	3601	4295	4718	5274
217	659	1153	1887	2382	3023	3611	4305	4762	5313
296	714	1252	1904	2440	3049	3671	4323	4811	5389
306	754	1259	1958	2509	3074	3673	4452	4872	5467
399	759	1348	2004	2571	3085	3781	4497	4936	5490
424	830	1427	2054	2796	3088	3823	4515	5015	5505
437	834	1476	2060	2842	3124	3935	4524	5080	5566
444	904	1573	2120	2855	3151	3966	4550	5098	5604
463	925	1685	2136	2869	3326	4049	4572	5132	5667
510	949	1692	2158	2872	3337	4075	4588	5147	5773
536	1091	1716	2203	2879	3459	4134	4633	5210	5855

5884	6881	8379	9463	10785	11998	12898	14436	15845	16884
6089	6900	8415	9502	10793	12033	12991	14446	15859	16909
6091	6937	8454	9711	10795	12085	13167	14495	15860	16928
6092	6999	8455	9743	10816	12100	13235	14500	15868	16931
6093	7018	8459	9790	10826	12147	13323	14591	15882	17016
6107	7129	8535	9791	10854	12196	13345	14658	15911	17017
6118	7208	8627	9856	10966	12360	13432	14659	15975	17035
6185	7283	8655	9896	11031	12364	13434	14819	15994	17038
6186	7381	8850	9931	11045	12417	13436	14907	15995	17139
6205	7389	8855	10004	11046	12514	13443	14918	16031	17243
6233	7397	8873	10056	11139	12516	13473	14926	16043	17257
6270	7398	8897	10098	11217	12530	13600	15104	16094	17399
6273	7511	8921	10157	11271	12557	13638	15128	16101	17401
6369	7544	9014	10335	11397	12642	13650	15136	16211	17403
6411	7565	9065	10362	11475	12658	13717	15206	16287	17412
6529	7631	9073	10390	11650	12659	13753	15271	16337	17459
6570	7731	9204	10436	11690	12720	13986	15331	16453	17476
6602	8048	9208	10450	11691	12746	14014	15573	16475	17564
6693	8065	9222	10497	11869	12773	14019	15631	16590	17617
6726	8075	9252	10554	11908	12821	14050	15632	16606	17659
6800	8141	9281	10558	11918	12838	14055	15660	16683	17706
6813	8235	9287	10637	11953	12850	14070	15712	16693	17737
6827	8254	9319	10649	11965	12863	14120	15770	16721	17761
6833	8365	9445	10718	11984	12896	14133	15808	16766	17813
									17851

NON RÉCLAMÉS :

Les titres énumérés ci-après, sortis au 3^e tirage du 11 mars 1939 et remboursables depuis le 15 mai 1939, avec coupon N° 7 du 15 novembre 1939 et suivants attachés :

Lit. C, n°s 6854, 6969 et 6980.

Luxembourg, le 29 mars 1940.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Commune de Rumelange.

Emprunt de 1.100.000 fr. de 1935.

Date de l'échéance : 1^{er} avril 1940.

Numéros sortis au tirage, titres de 1.000 fr. :

1, 2, 42, 167, 175, 233, 265, 347, 353, 363, 370, 371, 428, 478, 512, 532, 599, 684, 695, 798, 817, 864, 930, 940, 1045, 1066, 1070, 1092, 1098, 1099.

Le service de l'emprunt se fait aux guichets de la Banque Ardennaise de Crédit agricole à Troisvierges. — 5 avril 1940.

Avis. — Société locale agricole. — Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société locale agricole de Burglinster a déposé au secrétariat communal de Junglinster l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 1^{er} avril 1940.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 3 décembre 1939, le conseil communal de Stadtbredimus a modifié le règlement sur la conduite d'eau de cette localité. — Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 27 mars 1940.
